

La Journée

Le président wallon de Défi rappelé à l'ordre

Personne ne fut surpris dimanche au congrès de rentrée de Défi (ex-FDF), de ne pas croiser Hugues Lannoy. Le président de Défi Wallonie n'est plus en odeur de sainteté dans sa formation. La direction lui reproche "des prises de position parfois caricaturales, éloignées de la ligne du parti". Notamment sur Twitter à l'occasion de la fermeture de Caterpillar. Ses absences agacent dans les sections locales et il y a du rappel à l'ordre dans l'air, apprend-on chez Défi. L'orateur choisi pour représenter la Wallonie lors du congrès fut Jonathan Martin, issu du Luxembourg. Un signe.

Prévot répond à Michel : "Le CDH va se renforcer"

"Je suis content que Louis Michel annonce la venue d'un grand parti centriste, le CDH ne pourra que se renforcer", a ironisé dimanche le vice-Président wallon, Maxime Prévot (CDH), sur RTL-TVI, en réponse à l'idée, émise samedi par Louis Michel dans "La Libre", de créer "un grand parti centriste avec ou autour du MR". "C'est l'histoire qui repasse les plats, on en est sorti plus fort", a réagi M. Prévot en référence aux tentatives de débauchage entreprises fin des années 90 par Louis Michel dans les rangs de l'ex-PSC.

Raoul Hedebouw, futur ministre des Finances

La participation au pouvoir du PTB n'est plus une simple question théorique, alors que les sondages le créditent de 15 % des voix en Wallonie. S'il devait gouverner au fédéral, "très clairement", le PTB prendrait les Finances, a dit son chef de file, Raoul Hedebouw, samedi dans la "DH". Objectif: aller chercher de l'argent "chez les millionnaires" pour "mettre nos politiques en place".

Rutten s'en va sur Twitter

"Je démissionne! Ces traîtres de l'Open VLD ne prendront pas bien. On ne peut travailler avec un tel parti." Tel est le message publié samedi sur le compte Twitter de la présidente de l'Open VLD, Gwendolyn Rutten. Compte qui a été piraté... La semaine dernière, ceux de la ministre flamande CD&V Joke Schauvliege et du député CD&V Raf Terwingen avaient connu le même sort.



Christian Kunsch, président du Mouvement ouvrier chrétien (Moc), s'assoit sur la réforme des pensions du gouvernement Michel.

"Le système actuel de pensions est finançable", dit le Moc

Le Mouvement ouvrier chrétien rejette les réformes de la "suédoise" dans les pensions.

Le gouvernement Michel a tout faux avec sa réforme des pensions. Non seulement notre système actuel est payable, mais il est même possible de le renforcer. Tel est le message que délivre ce lundi le Mouvement ouvrier chrétien (Moc). A l'aube d'une grande campagne de sensibilisation en Wallonie et à Bruxelles, le Moc entend mettre un terme aux "contre-vérités" qui biaisent le débat sur l'avenir des pensions et à convaincre le monde politique francophone – mais pas néerlandophone, pourtant davantage représenté au gouvernement fédéral ⁽¹⁾ – qu'une autre voie est possible.

Cette campagne, on ne pourra pas la qualifier de rapide sur la balle (la réforme des pensions est déjà largement engagée), mais elle est le fruit d'un long débat interne à cet énorme paquebot qu'est le Moc, coupole politique de la gauche chrétienne, constituée du syndicat CSC, de la Mutualité chrétienne, de Vie féminine, des équipes populaires et de la Joc (Jeunes organisés et combattifs, ex-Jeunesse ouvrière chrétienne). En mai dernier, le Moc a finalement accouché d'une position commune. Son président Christian Kunsch la détaille pour "La Libre".

Variable d'ajustement

"Le danger, avec ce gouvernement, c'est que les pensions deviennent une variable d'ajustement budgétaire", entame-t-il. Or, pour le mouvement chrétien, les moyens financiers doivent être déterminés en fonction du modèle que l'on souhaite, et non l'inverse. "Le système actuel de pensions est tout à fait finançable. On peut même le renforcer, afin de faire face à l'aug-

mentation de la population âgée et de relever le niveau des pensions légales. Savez-vous que le taux de remplacement (le montant de la pension divisé par le salaire, NdR) est de 47 % en moyenne en Belgique, contre 55 % en Europe et même 64 % en France?"

Incohérence

Refinancer les pensions, pour M. Kunsch, "c'est une question de choix politique. Et un débat intimement lié à celui d'une fiscalité plus juste, où chaque citoyen et chaque entreprise contribuent en fonction de ses moyens". Raison pour laquelle le Moc déplore la politique du gouvernement N-VA/MR/CD&V/Open VLD, qui réduit de façon linéaire les cotisations patronales, sans lier ces baisses à la création d'emplois et sans se soucier du manque à gagner pour la sécurité sociale. "De même, une diminution linéaire de l'impôt de toutes les sociétés, y compris celles qui n'en payent déjà presque pas, ne nous paraît pas juste. L'impôt des sociétés, c'est moins de 14 milliards aujourd'hui, et on voudrait encore le réduire, alors que la sécurité sociale a besoin de moyens et que tout le monde s'accorde à dire qu'il faut réinvestir dans les transports (où est l'argent du RER?), dans la justice..."

Pour le Moc, les réformes menées par le ministre Bacquelaîne (MR) sont animées par la seule logique budgétaire, et ne résoudre rien aux problèmes qui se posent. "Relever l'âge légal de la pension à 67 ans en 2030 ne fera pas travailler les gens plus longtemps, peste Christian Kunsch. Les gens ne resteront pas au boulot jusqu'à 67 ans. Ils prendront une retraite anticipée, même si, pour cela, ils renoncent à toucher une pension complète. Ils auront moins d'argent. Le gouvernement fera des

économies, mais les gens ne travailleront pas plus longtemps s'il n'y a pas de réelle politique d'aménagement des fins de carrière, si l'on ne prend pas des mesures pour que les gens restent au boulot. Sur ce point, on n'est nulle part. Par contre, on a supprimé le bonus pension, qui était pourtant un incitant financier à travailler plus longtemps. Où est la cohérence?"

Non à la pension à points

Le Moc conteste également la réforme de la pension de survie (pension de veuve) et des périodes assimilées (pour le calcul de la pension) dont les premières victimes seront les femmes, qui touchent pourtant des pensions déjà moins élevées. "Quelle est la justification de cette politique inégalitaire?", demande M. Kunsch.

Enfin, le Moc refuse le système de pension à points qui se dessine, "qui mettra dans les mains du gouvernement un coefficient d'adaptation, qui sera fonction de la croissance économique et démographique et de l'équilibre budgétaire". Le Moc constate, ici aussi, un risque de voir le montant des pensions servir de variable d'ajustement. Il rappelle que la sécurité sociale en général et les pensions en particulier, sont un droit acquis par le travailleur par le biais des cotisations sociales. Les détricoter, ce n'est pas une fatalité. Il suffit de faire le choix politique de les défendre. Et de se doter de la fiscalité nécessaire à leur financement.

Laurent Gérard

"Relever l'âge de la pension à 67 ans ne fera pas travailler les gens plus longtemps."

CHRISTIAN KUNSCH
Président du Moc.

→ (1) Le Moc et son pendant flamand Beweging.net disposent chacun de leur autonomie, bien que certaines de leurs organisations constitutives, comme la Mutuelle et la CSC, sont toujours unitaires.